Décision rendue publique par lecture de son dispositif le 10 mai 2011 et par affichage dans les locaux du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens le 15 juin 2011 ;

La chambre de discipline du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens réunie le 10 mai 2011 en séance publique ;

Vu l'acte d'appel présenté par Mme X, titulaire d'une officine sise..., enregistré au secrétariat du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens le 12 avril 2010, et dirigé contre la décision de la chambre de discipline du conseil régional de l'Ordre des pharmaciens de Basse-Normandie, en date du 12 mars 2010, ayant prononcé à son encontre la sanction de l'avertissement ; Mme X soutient, à l'appui de son appel, qu'aucun des éléments nécessaires à la reconnaissance d'une faute n'est présent en l'espèce, à savoir un manquement et un acte volontaire de sa part, une certaine gravité et une atteinte à l'honneur et à la considération de la profession ; elle rappelle ne pas avoir été à l'initiative des articles litigieux, lesquels ne constituent pas de la publicité ; elle ajoute ne pas avoir été consultée sur ces articles, ni avertie de leur parution ; l'intéressée estime avoir seulement respecté son obligation d'information sur des produits pharmaceutiques, sans avoir jamais eu la volonté de solliciter la moindre publicité personnelle ;

Vu la décision attaquée, en date du 12 mars 2010, par laquelle la chambre de discipline du conseil régional de l'Ordre des pharmaciens de Basse-Normandie a prononcé à l'encontre de Mme X la sanction de l'avertissement ;

Vu la plainte en date du 9 juillet 2009, formée à l'encontre de Mme X par M. A et M. B, co-titulaires d'une officine sise ..., par Mme C, Mme E et Mme F, co-titulaires d'une officine sise..., par M. C, titulaire d'une officine sise..., par M. G, titulaire d'une officine sise ..., par M. D, titulaire d'une officine sise... et par M. H, titulaire d'une officine sise ... ; les plaignants ont reproché à Mme X la parution dans le « Journal J » du 28 mai 2009, d'un article concernant la vente pharmaceutique de produits amincissants et de produits cosmétiques solaires ; ils ont ajouté que cet article était illustré de sa photographie ainsi que de celle de son officine ; ils ont également reproché à l'intéressée la parution à la « Une » du même journal, d'un nouvel article, en date du 11 juin 2009, mettant en avant la présence d'un défibrillateur au sein de son officine ; enfin, les plaignants ont reproché à Mme X l'affichage sur le site « pages jaunes.fr » d'un encart publicitaire au nom de sa pharmacie, associé aux coordonnées d'un organisme d'assurance situé à ... ; ils ont qualifié ces méthodes de communication de « choquantes » et de contraires au code de déontologie ;

Vu le mémoire, enregistré comme ci-dessus le 31 mai 2010, par lequel les plaignants déclarent maintenir leur plainte et soutiennent que le but réel de Mme X était de faire sa promotion personnelle et de détourner la clientèle ; ils font remarquer que l'intéressée a récidivé en s'affichant sur le site Internet « K » avec des produits bradés ;

Vu le procès verbal de l'audition de Mme X, assistée de son conseil, au siège du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, le 12 avril 2011, par le rapporteur ; Mme X a insisté sur le fait qu'elle exerce depuis toujours son activité dans le but de protéger la profession et la santé publique, et notamment concernant l'usage du défibrillateur dans son officine ; selon elle, l'article paru dans le « Journal J » concernant cette activité n'était pas une publicité, mais une

information sanitaire destinée au public ; elle a considéré que, par le biais de leur plainte, les plaignants avaient instrumentalisé le Conseil régional et le Conseil national ; Mme X a rappelé que le rédacteur en chef du « Journal J » avait fait parvenir un courrier à l'attention du Président du conseil régional, qui indiquait que « cet échange est destiné à faire partager un ressenti professionnel autant qu'à témoigner de la bonne foi de Mme X ; son seul tort serait d'avoir répondu à des questions journalistiques non polémiques... Ce n'est pas une publicité ! » ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles R.4235-22, R.4235-30, R.4235-57 et R.5125-26 ;

Après lecture du rapport de Mme R ;

Après avoir entendu :

- les explications de Mme X ;
- les observations de Me LAVILLAINE, conseil de Mme X ;

les intéressés s'étant retirés, Mme X ayant eu la parole en dernier ;

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.5125-26 du code de la santé publique : « La publicité en faveur des officines de pharmacie n'est autorisée que dans les conditions et sous les réserves ci-après définies : 1° La création, le transfert, le changement de titulaire d'une officine peuvent donner lieu à un communiqué dans la presse écrite limité à l'indication du nom du pharmacien, de ses titres universitaires, hospitaliers et scientifiques figurant sur la liste établie par le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, mentionnée à l'article R.4235-52, le nom du prédécesseur, l'adresse de l'officine avec, le cas échéant, la mention d'activités liées au commerce des marchandises figurant sur la liste mentionnée au premier alinéa de l'article L.5125-24. Cette annonce est préalablement communiquée au conseil régional de l'Ordre des pharmaciens. Elle ne saurait excéder la dimension de 100 cm². 2° Outre les moyens d'information sur l'officine mentionnés à l'article R.4235-57, les pharmaciens peuvent faire paraître dans la presse écrite des annonces en faveur des activités mentionnées au 1° ci-dessus d'une dimension maximale de 100 cm², comportant leur nom et adresse ainsi que les numéros de téléphone et de télécopie et les heures d'ouverture des officines » ; qu'aux termes de l'article R.4235-22 du même code : « Il est interdit aux pharmaciens de solliciter la clientèle par des procédés et moyens contraires à la dignité de la profession » ; qu'aux termes de l'article R.4235-30 du même code : « Toute information ou publicité, lorsqu'elle est autorisée, doit être véridique, loyale et formulée avec tact et mesure » ; qu'aux termes de l'article R.4235-57 du même code : « L'information en faveur d'une officine de pharmacie dans les annuaires ou supports équivalents est limitée comme suit : 1° A la rubrique « Pharmacie », sont seules autorisées les mentions des noms et adresses et des numéros de téléphone et de télécopie ; 2° A toute autre rubrique, ne peuvent figurer que les annonces relatives aux activités spécialisées autorisées dans l'officine... La publicité pour les médicaments, produits et articles dont la vente est réservée aux pharmaciens ne peut s'effectuer que conformément à la réglementation en vigueur » ;

Considérant qu'il résulte nécessairement des dispositions des articles ci-dessus rappelés que les pharmaciens, en leur qualité de membres d'une profession réglementée, soumis à une déontologie, non seulement sont limités en ce qui concerne les modalités publicitaires auxquelles ils peuvent avoir recours de leur propre chef, mais aussi doivent veiller à ce que les opérations de communication et les articles journalistiques auxquels ils prêtent leur concours actif ne revêtent pas le caractère d'une publicité illicite en faveur de leur officine ;

Considérant que les plaignants reprochent à Mme X l'affichage sur le site « pages jaunes.fr » d'un encart publicitaire au nom de sa pharmacie, associé aux coordonnées d'un organisme d'assurances situé à ..., ainsi que la parution de deux articles publiés respectivement dans l'édition du quotidien *Le Journal J* du 28 mai 2009, sous le titre « Ruée sur les produits minceur », et dans l'édition du même quotidien local du 11 juin 2009, sous le titre « Des défibrillateurs à portée de tous » ; qu'ils considèrent que cet encart et ces articles constituent une publicité illicite en faveur de l'officine de Mme X et des méthodes de communication grand public « choquantes » ;

Considérant toutefois que les premiers juges ont pu considérer à bon droit qu'il n'y avait pas lieu de retenir à l'encontre de Mme X un manquement à une règle déontologique à raison de la présence sur le site « I » d'une vignette de petite taille portant le numéro de téléphone de l'officine et son logo en forme de griffon, dans la mesure, notamment, où l'intéressée a rapidement fait supprimer ces mentions ;

Considérant qu'en ce qui concerne les deux articles litigieux parus dans la presse, Mme X fait valoir qu'elle n'en est ni l'instigatrice, ni l'auteur ; qu'elle a produit au dossier un courrier de l'éditeur du *Journal J*, en date du 8 décembre 2009, qui confirme que les articles parus relevaient de la seule initiative des journalistes ; que le premier article porte notamment sur les produits solaires et les produits minceur, sujets souvent évoqués par la presse avant l'été ; que si Mme X a apporté son concours actif à la réalisation de cet article en acceptant d'être photographiée et en répondant aux questions des journalistes, il n'apparaît pas que ses propos puissent être qualifiés de publicité illicite ; que Mme X se contente d'indiquer de façon générale que la pharmacie d'aujourd'hui est « un lieu qui centralise les conseils de santé » et insiste sur son devoir de refuser de vendre certains produits qui feraient l'objet d'une demande inadaptée ; que le second article relève d'une information de santé publique dans la mesure où il vise à tenir informée la population de l'implantation de défibrillateurs susceptibles d'être utilisés en urgence en cas d'arrêt cardiaque ; que la circonstance que le nom de Mme X et celui de son officine soient cités, contrairement à ce qu'ont estimé les premiers juges, ne résulte pas d'un manque de retenue de l'intéressée mais apparaît comme un élément essentiel de l'information ; qu'il n'est pas concevable en effet qu'un journaliste informe la population de l'implantation de défibrillateurs sans préciser où se trouvent installés ces appareils ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède qu'aucun manquement disciplinaire ne peut être retenu à l'encontre de Mme X et que c'est donc à tort que les premiers juges sont entrés en voie de condamnation à son encontre ; qu'il y a lieu dès lors d'annuler la décision attaquée et de rejeter la plainte formée à l'encontre de Mme X ;

DÉCIDE :

Article 1^{er} : La décision, en date du 12 mars 2010, par laquelle la chambre de discipline du conseil régional de l'Ordre des pharmaciens de Basse-Normandie a prononcé à l'encontre de Mme X la sanction de l'avertissement, est annulée.

Article 2 : La plainte formée le 9 juillet 2009 à l'encontre de Mme X, par M. A ; M. B ; Mme E ; Mme F ; Mme C ; M. C ; M. G ; M. D et M. H, est rejetée.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à :

- Mme X ;
- M. A ;
- M. B ;
- Mme E ;
- Mme F ;
- Mme C ;

- M. C ;
- M. G ;
- M. D ;
- M. H ;
- M. le Président du Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens de Basse-Normandie ;
- MM. les Présidents des Conseils centraux de l'Ordre des pharmaciens ;
- M. le Ministre du travail, de l'emploi et de la santé ;
et transmise à Mme le Pharmacien Inspecteur régional de la santé de Basse-Normandie.

Affaire examinée et délibérée en la séance du 10 mai 2011 à laquelle siégeaient :

Avec voix délibérative :

M. CHERAMY, Conseiller d'Etat Honoraire, Président

Mme ADENOT – M. CASAURANG – M. DELMAS – Mme DELOBEL – Mme DEMOUY – M. DESMAS – Mme DUBRAY – Mme ETCHEVERRY – M. FOUASSIER – M. FOUCHER – M. GILLET – Mme GONZALEZ – Mme HUGUES – M. LABOURET – M. LAHIANI – Mme LENORMAND – Mme MARION – M. NADAUD – M. RAVAUD – Mme SARFATI – M. TRIVIN – M. TROUILLET – M. VIGNERON – Mme SALEIL-MONTICELLI.

Avec voix consultative :

Mme BOUNY, représentant le Ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. le Pharmacien général inspecteur CHAULET, représentant le Ministre de l'intérieur.

La présente décision, peut faire l'objet d'un recours en cassation – Art L. 4234-8 Code de la santé publique – devant le Conseil d'Etat dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le ministère d'un avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation est obligatoire.

Le Conseiller d'Etat
Président de la chambre de discipline
du Conseil national de l'Ordre des
pharmaciens
Bruno CHERAMY